

LIBYE | DE LA GUERRE CIVILE AU PÉRIL JIHADISTE



La guerre civile a emporté une transition fragile et des élections dont la communauté internationale attendait beaucoup. Le rétablissement du dialogue entre les groupes armés issus de la révolution et les anciens kadhafistes constitue dans cette perspective une priorité. D'autant que les excroissances du jihadisme international dans le pays laissent craindre une évolution comparable à celle observée en Syrie.

Antonin TISSERON | Chercheur associé à l'Institut Thomas More

Presque quatre années après l'intervention de l'OTAN en Libye, le pays est encore loin d'être stabilisé. La transition n'est qu'un vague espoir, avec une guerre civile opposant des groupes décrits comme islamistes à un général soutenu par des puissances extérieures, à commencer par l'Égypte. Si la Libye est au centre des préoccupations internationales, en raison de la menace que la situation fait peser sur les espaces limitrophes mais également la sécurité des Européens, il convient cependant de distinguer ce qui relève de facteurs internes, inhérents à des tensions tribales, identitaires, ou plus généralement aux soubresauts postrévolutionnaires, de ce qui dépend d'une problématique jihadiste dépassant les frontières et pour laquelle la réponse ne saurait être comparable.

| Une préoccupation majeure

En visite au Tchad le 22 novembre dernier, le Premier ministre français, Manuel Valls, rappelait que le sud de la Libye constitue pour les autorités françaises un « sujet de préoccupation majeure », tout en appelant à poursuivre « sans relâche » la lutte contre les groupes jihadistes au Sahel. Presque deux ans après le déclenchement de l'opération Serval, en janvier 2013, la Libye est en effet devenue une zone de repli pour les jihadistes autrefois au Mali, mais aussi d'accès à des armements et à des munitions.

Pour faire face à cette menace, et à la demande de partenaires sahéliens inquiets des répercussions des interventions étrangères en Libye et au Mali, la France a réorganisé le 1^{er} août 2014 son dispositif militaire dans le Sahel. Les opérations Serval et Épervier (Tchad, 1986) ont été officiellement terminées, leurs effectifs étant intégrés dans une nouvelle opération à vocation sous-régionale. Dénommée Barkhane. S'appuyant sur les accords de défense et de lutte contre le terrorisme, elle regroupe plus de 3 000 hommes répartis dans cinq pays (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso¹), dont la mission principale est d'assister les États partenaires contre les groupes jihadistes à travers deux types d'actions : un appui aux forces armées locales dans leurs actions de contrôle des frontières et d'élimination des combattants voulant s'implanter sur leur territoire ; des frappes sur les convois logistiques et les chefs circulant d'un espace à l'autre afin de limiter la capacité d'action des jihadistes dans la sous-région et les interactions entre les groupes.

Le poste de commandement de Barkhane est situé à N'Djaména, avec près de 1 300 hommes. Un deuxième point d'appui important se trouve à Gao, avec également plus d'un millier d'hommes, auxquels s'ajoutent des détachements intervenant au profit des forces locales – ainsi que de la Minusma pour le Mali – un détachement d'instruction opérationnel à Atar (Mauritanie), des drones à Niamey, et des points d'appuis secondaires : Tessalit au nord-est du Mali, Faya-Largeau et Abéché respectivement au nord et à l'est du Tchad, ou encore Madama dans le Nord-Niger. Quant aux forces spéciales, elles sont basées à Ouagadougou encore que, depuis le déclenchement de Serval, la plupart des unités sont en opération dans d'autres pays².

Depuis son lancement, l'opération Barkhane a permis d'intercepter plusieurs convois partant de Libye et à destination du Mali. Fin septembre, le porte-parole d'Al-Mourabitoune, Abou Aasim el-Mouhajir, était capturé par des forces spéciales françaises déployées dans le nord du Niger, alors qu'il se trouvait dans un convoi venant du sud libyen³. Quelques jours plus tard, des soldats français interceptaient dans la même région trois tonnes d'armes – dont un système de missile sol-air – transitant vers le Mali. Mais alors que la crainte principale des autorités françaises est d'assister à une jonction opérationnelle entre Boko Haram et les groupes jihadistes saharo-sahéliens⁴, la situation reste précaire. Le Nord-Mali est une poudrière, des

1. Ces cinq pays ont en commun de faire partie du G5, structure créée en février 2014 et destinée à fournir un cadre de coordination et de suivi de la coopération régionale, notamment en matière de développement.

2. À ce dispositif, et hors des cinq pays concernés, s'ajoutent : deux bases opérationnelles avancées, l'une à Abidjan et l'autre à Djibouti, ainsi que deux pôles opérationnels de coopération à Dakar et Libreville.

3. « Info RFI : un cadre du groupe de Mokhtar Belmokhtar arrêté au Niger », *RFI*, 27 septembre 2014.

4. Un membre d'Ansaru aurait participé aux attentats perpétrés le 23 mai 2013 par le MUJAO à Agadez et Arlit, et les groupes armés jihadistes actifs au Mali compteraient un nombre important de combattants nigériens (Yves Fromion et Gwendal Rouillard, *Rapport d'information sur l'évolution du dispositif militaire français en Afrique et sur le suivi des opérations en cours*, Rapport d'information, Assemblée nationale (France), 9 juillet 2014, p. 126). En dépit de relations, la perspective d'une coordination opérationnelle fait débat (Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *Nigeria's Interminable Insurgency? Addressing the Boko Haram Crisis*, Research Paper, Chatham House, septembre 2014, pp. 19-22).

jidhdistes étant revenus à plusieurs reprises dans la vallée de l'Amettetaï depuis début 2013. Boko Haram poursuit ses actions face à une armée nigériane critiquée et déborde vers le nord du Cameroun. Enfin, la transition libyenne a été emportée par une guerre civile.

| Un pays en guerre civile

Le 11 mars dernier, le Premier ministre libyen Ali Zeidan, en sursis depuis plusieurs semaines, était démis de ses fonctions et interdit de voyager à l'issue d'un vote du Parlement. Disgracié aux yeux de nombreux Libyens depuis son bref enlèvement en octobre 2013 par une milice, il parvenait en effet de moins en moins à asseoir son autorité, face notamment à des rebelles fédéralistes de la Cyrénaïque allant jusqu'à annoncer, en novembre 2013, la création d'un gouvernement autonome. Dans ce contexte, et alors que le Congrès général national était affaibli par la décision des députés de s'auto-proroger de février à décembre 2014, l'élection d'un nouveau parlement en juin dernier a cristallisé les espoirs de voir relancer une transition en panne.

Loin de mettre fin aux tensions, la Chambre des représentants s'est cependant rapidement retrouvée prise dans une spirale de violence. À Tripoli, le 5 juillet, sur fond de tensions accrues et de récriminations mutuelles entre groupes armés marquées notamment par un assaut des brigades de Zintan – ville au sud-ouest de la capitale – contre le Parlement en mai, un incident à un point de contrôle est à l'origine d'échanges de coups de feu, qui dégénèrent en affrontements intermittents avant de gagner d'autres quartiers. Trois brigades de Misrata – à l'est de Tripoli – interviennent, appuyées par d'autres brigades présentes dans la ville, avec pour objectif déclaré d'en expulser les combattants de la tribu des Zintan, qui tiennent notamment l'aéroport. Malgré les appels à un cessez-le-feu et au dialogue, les combats débordent dans d'autres quartiers et, les 13 et 14 juillet, les brigades de Misrata et leurs alliés lancent une nouvelle attaque contre celles de Zintan. Cinq semaines plus tard, le 23 août, la coalition militaire – dénommée l'Aube libyenne – déclarait qu'elle avait atteint son principal objectif, à savoir chasser les brigades de Zintan de la capitale⁵. Dans la foulée, rejetant la Chambre des représentants, elle appelait le Congrès général national à se reconstituer.

Dans le reste du pays, la situation n'est guère meilleure. La région de Benghazi, depuis le lancement de l'offensive « Dignité » par les partisans du général Khalifa Haftar, destinée à « "purger" le berceau de la révolution des "terroristes" »⁶, est en proie à de violents combats. Une deuxième offensive, lancée le 15 octobre dernier, aurait fait au moins 340 morts en un mois de combats, suivant un décompte sans doute en dessous de la réalité. Dans l'ouest, l'Aube libyenne lançait au même moment une offensive. Quant aux régions méridionales, la persistance des tensions tribales et ethniques a donné lieu à une série d'affrontements sporadiques. Le 12 juin dernier, les tensions entre les Touaregs et les communautés arabes dans la ville de Jerma ont ainsi débouché sur des violences, déclenchées par les plaintes de Touaregs concernant l'accès au carburant. Plus récemment, début novembre, Toubous et Touaregs se sont opposés aux abords du champ pétrolier d'Al-Charara.

| Ramifications internationales

La guerre civile qui embrase la Libye est inséparable de dynamiques internes. La chute du « Guide », au pouvoir depuis 1969, a créé les conditions d'une exacerbation des identités et des revendications territoriales. Elle a mis fin à un système de régulation politique et sociale centré sur la personne de Mouammar Kadhafi, fonctionnant notamment grâce à la rente pétrolière et à un appareil de sécurité tribalisé. Or l'effondrement de cette chaîne régulant le pouvoir et redistribuant les richesses, dans un pays à

5. *Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye*, S/2014/653, 5 septembre 2014, pp. 3-4.

6. Maryline Dumas, « Libye : l'ex-général Haftar à l'assaut des islamistes », *Le Figaro*, 19 mai 2014.

l'unité fragile et fonctionnant selon une relation de type « allégeance-rétribution »⁷, a généré des conflits autour des territoires, de leurs ressources ou de la reconnaissance des particularités identitaires.

Cependant, elle a également des dynamiques internationales. Le salafisme, ancien dans l'est de la Libye avec des revendications politiques qui remontent à la formation du Groupe islamique combattant en Libye (GICL) en 1995, était constitué majoritairement de combattants revenus d'Afghanistan. Or si les visées de ces derniers étaient essentiellement nationales et anti-khadafistes⁸, ils se sont retrouvés dépassés par une nouvelle génération de militants ayant combattu en Irak après 2003. Aux avant-postes de la révolution libyenne, à la tête des brigades anti-khadafistes à Benghazi ou à Derna, ces militants rejettent la démocratie, appellent au jihad, et développent une rhétorique internationaliste. D'ailleurs, le groupe contrôlant la ville de Derna, a officiellement fait allégeance à l'Organisation de l'État islamique en octobre dernier et, le 13 novembre, ce ralliement était accepté par l'Irakien Abu Bakr al-Baghdadi.

De même, le conflit en Libye s'est régionalisé. Avec l'aide des Égyptiens, des avions de chasse émiratis ont bombardé en août le sud de Tripoli, pour appuyer les brigades opposées à l'Aube libyenne⁹. Les armées égyptiennes et algériennes également, sont soupçonnées d'être de plus en plus actives sur le territoire libyen dans la traque des éléments jihadistes, en dépit des démentis des autorités. Un article d'*El-Watan*, publié en juin 2014, affirmait ainsi que des forces spéciales américaines¹⁰, françaises et algériennes coordonnaient leurs actions en Libye pour réduire la menace jihadiste dans le pays, évoquant une traque des chefs d'Al Qaeda au Maghreb islamique et la sécurisation de plusieurs localités¹¹, tandis que d'autres journalistes évoquaient plutôt une défense de l'avant dans les régions frontalières et l'usage d'un droit de poursuite¹². Quant au dirigeant égyptien Abdel-Fattah al-Sissi, il reconnaissait fin novembre sur *France 24* un soutien indirect au général Haftar.

| Un risque d'emballement

Le soutien à des combattants locaux, des incursions sur le territoire libyen ou des frappes ciblées permettent d'exercer une pression sur les groupes jihadistes internationalistes et de limiter l'établissement de sanctuaires. L'enjeu est d'autant plus important que des camps d'entraînement ont été installés par l'Organisation de l'État islamique dans l'est de la Libye, comme le révélait le 3 décembre le général américain David Rodriguez, chef de l'US AFRICOM. Pour l'instant, seuls 200 combattants issus de milices locales seraient présents, mais l'éventualité d'une internationalisation est suivie avec attention.

Si elles s'imposent contre des groupes animés d'une idéologie refusant tout dialogue, de telles actions ne permettent cependant nullement de répondre aux problèmes de fond qui secouent un pays fragmenté et militarisé, tant matériellement que mentalement. Au contraire, bien que le vieil adage « les ennemis de mes ennemis sont mes amis » dispose de vertus contre un adversaire refusant toute discussion et se percevant comme engagé dans une guerre totale, il n'est pas sans limites lorsque l'ami en question renforce les clivages. Alors que l'installation d'institutions durables et acceptées requière la fin des dynamiques conflictuelles actuelles, le général Haftar a en effet rompu le fragile équilibre entre les principales forces du pays et accru les fractures internes. D'une part, il est loin de faire consensus, se voyant reprocher d'avoir plongé le pays « dans le chaos » avec un coup de force contre le Conseil national général en mai, de ne pas être démocrate, un passé de khadafiste et sa proximité avec la CIA¹³. D'autre part, dans un pays où l'islam

7. Sur le mode de gouvernement de Kadhafi et ses leviers, voir Patrick Haimzadeh, *Au cœur de la Libye de Kadhafi*, Paris, JC Lattès, 2011, pp. 71-120.

8. Sur le GICL, ses origines et son combat, voir : Isabelle Mandreau, *Du djihad aux urnes : le parcours singulier d'Abdelhakim Belhadj*, Paris, Stock, 2013.

9. Thierry Oberlé, « Le conflit en Libye se régionalise », *Le Figaro*, 26 août 2014.

10. Selon le *Washington Post*, des forces spéciales américaines ont arrêté, près de Benghazi, Ahmed Abu Khattala, l'un des meneurs de l'attaque du 11 septembre 2012 contre le consulat américain de la ville et considéré par les États-Unis comme le dirigeant de la branche locale du groupe Ansar al-Charia (« Arrestation de Abu Khattala, l'un des suspects de l'attaque du consulat américain de Benghazi », *Jeune Afrique*, 17 juin 2014).

11. Akram Kharief, « L'armée algérienne intervient dans l'Ouest libyen », *El Watan*, 6 juin 2014.

12. Amine Kadi, « En Libye, Alger devient, en secret, un gendarme », *La Croix*, 25 juin 2014.

13. Wladimir Garcin, entretien avec Patrick Haimzadeh, « Pourquoi la France ne doit pas intervenir en Libye », *Figaro Vox*, 12 septembre 2014. Après avoir participé au coup d'État militaire de 1969 aux côtés de Kadhafi, Haftar est nommé chef d'état-major lors de la guerre opposant la Libye au Tchad (1978-1987). Capturé par les forces tchadiennes en 1987, il est désavoué publiquement et

occupe une place centrale et où une partie des islamistes accepte les règles du jeu démocratique, son intransigeance a créé une bipolarisation risquant de pousser dans les bras des plus radicaux des partisans déçus d'un islam politique, voire tout simplement voyant dans les jihadistes internationalistes des soutiens contre un ennemi commun.

Reste, *in fine*, que les évolutions en Libye ne doivent pas faire oublier que la problématique jihadiste est un enjeu dépassant les frontières¹⁴. En d'autres termes, si l'ancienne *Jamahiriya* (république populaire) est une zone de repli et d'implantation, si des opérations dans le Sud et l'Est libyen permettent de desserrer l'étau pesant sur les États voisins et d'enrayer une dynamique de territorialisation, elles ne mettront pas fin à une menace qui s'empressera de trouver d'autres lieux pour mener ses actions, mettre en œuvre son programme politico-religieux et poursuivre un combat ignorant les frontières.



L'auteur | Chercheur associé à l'Institut Thomas More, titulaire d'un Master 2 de Défense (Paris 2) et Docteur en histoire des Relations internationales (Paris 1), Antonin TISSERON réfléchit principalement sur les enjeux géopolitiques, de défense et de sécurité dans la zone Maghreb Sahel. Il travaille en outre depuis plusieurs années pour le Ministère de la Défense sur les problématiques de la modernisation des forces armées, de la contre-insurrection et des opérations extérieures.

Avec le soutien



reste incarcéré trois années au Tchad, avant d'être libéré par les États-Unis qui l'accueillent jusqu'à la révolution (Armin Arefi, « Khalifa Haftar, un général made in USA à l'assaut de la Libye », *LePoint.fr*, 19 mai 2014).

14. Plus de 5 000 Tunisiens seraient partis en Syrie. Concernant le Maroc, ce seraient plus de 1 500 personnes qui auraient quitté le royaume (Laurent de Saint Périeur, « Jihadistes de tous les pays... », *Jeune Afrique*, 16 septembre 2014).